



BAROMÈTRE HORIZONS 2016

PRÉSENTATION DU 16 NOVEMBRE 2016



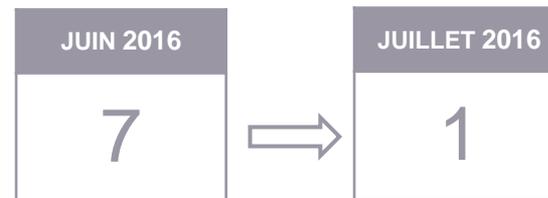
MÉTHODOLOGIE



MODE DE RECUEIL

Interrogation des collectivités territoriales
PAR TÉLÉPHONE

DATES DE TERRAIN



CIBLE INTERROGÉE



816 collectivités territoriales : communes, EPCI, Départements et Régions

Les personnes interrogées étaient, par ordre de priorité :

1. le DGS ou le DRH (Régions, départements, EPCI et les communes de 20 000 habitants et plus)
2. le DGS, le DRH, le Maire, le 1^{er} adjoint ou le secrétaire de mairie (communes de 3 500 à 20 000 habitants)
3. Le maire, le 1^{er} adjoint ou le secrétaire de mairie (communes de moins 3 500 habitants)

REDRESSÉ
(nb interviews)

Régions	8
Départements	22
Communes	620
C. Agglomération	19
C. Communes	147

PROFIL DES RÉPONDANTS



PROFIL DES RÉPONDANTS

Total ÉLUS 70%

Total AGENTS de la fonction publique territoriale 30%

68%



Maire

2%

1er adjoint

17%

DGS

12%

DRH

< 1%

DGA

< 1%

DG

NOMBRE D'AGENTS DANS LA COLLECTIVITÉ

33%



Moins de 5 agents

23%



5 à 10 agents

26%



11 à 49 agents

7%



50 à 99 agents

11%



100 agents et +

< 1%



NSP

1

BUDGETS, EFFECTIFS ET RECRUTEMENT

DES DÉPENSES DE PERSONNEL QUI TENDENT D'AVANTAGE A STAGNER VOIRE A DIMINUER CETTE ANNÉE ET UNE ÉVOLUTION DES DÉPENSES À LA HAUSSE PRINCIPALEMENT EXPLIQUÉE PAR LES NOUVELLES MESURES STATUTAIRES ET INDEMNITAIRES

ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE PERSONNEL

CAUSES DE L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES

Différences significatives

En **AUGMENTATION 33%**
Rappel 2015 : 40%



Régions **82%**
Départements **32%**
Communautés de communes **50%**
Communes de 3500 à 20 000 hab **44%**
+ de 20 000 hab **40%**
- de 3500 hab **26%**

En **STAGNATION 53%**
2015 : 51%



Communes - de 3500 hab **59%**

En **RÉDUCTION 13%**
2015 : 9%



Communes + de 20 000 hab **34%**
3500 à 20 000 hab **17%**

NSP 1%
2015 : <1%

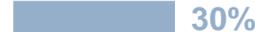
Question.
Quelle est l'évolution des dépenses de personnel par rapport à l'année précédente dans votre collectivité ou structure ? Base : ensemble (n=816)

De nouvelles mesures statutaires et indemnitaires



44% Budget en augmentation **55%**
Budget en réduction **16%**

De transferts de compétences



30%

De la mise en œuvre de la réforme territoriale



29%

Régions **80%**
de 3500 à 20 000 hab **36%**
+ de 20 000 hab **37%**
Communautés de communes **37%**

De modifications dans la gestion des services publics



24%

Autres



29%

Ne sait pas



4%

Question.

Cette évolution est-elle due en partie ou totalement aux conséquences... ?

PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES - NOUVEAUX ITEMS

Base : collectivités ayant constaté une évolution des dépenses de personnel (n=376)

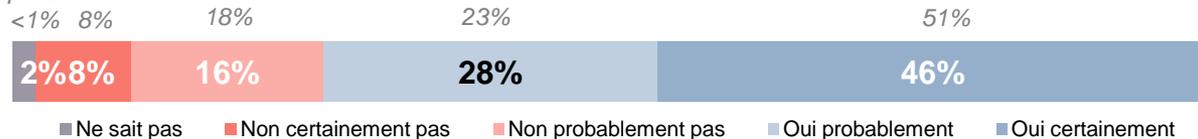
L'IMPACT ENVISAGÉ DE LA BAISSÉ DES DOTATIONS SUR LA POLITIQUE RH ET EN PARTICULIER LE RECRUTEMENT RESTE IMPORTANT

Question.

Pensez-vous que la baisse des dotations va avoir un impact sur votre politique en matière de ressources humaines ? Base : ensemble (n=816)

IMPACT de la baisse des dotations sur la politique RH

Rappel 2015



Total OUI

74%
2015 : 74%

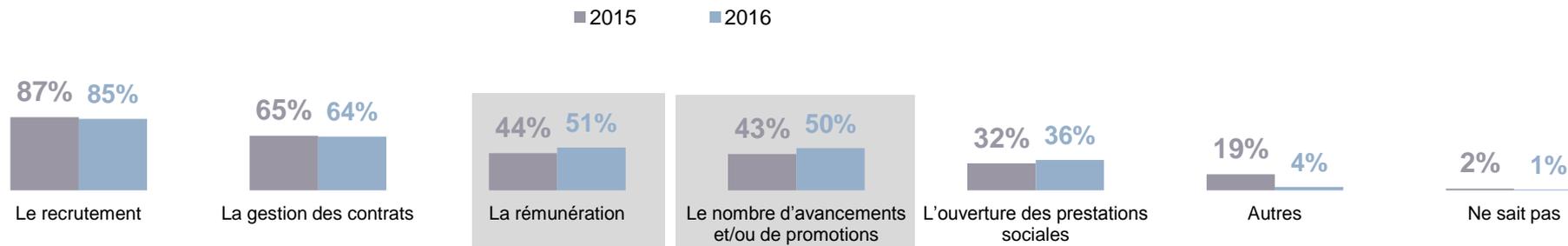
Régions **100%**
Départements **91%**
Communes de 3500 à 20 000 hab **94%**
100 agents et + **95%**
50 à 99 agents **96%**
Moins de 5 agents **58%**

LA RÉMUNÉRATION ET LE NOMBRE D'AVANCEMENTS ET/OU DE PROMOTIONS D'AVANTAGE IMPACTÉS par la BAISSÉ DES DOTATIONS EN 2016

Question.

Sur quels aspects pensez-vous que la baisse des dotations va avoir un impact sur votre politique en matière de ressources humaines ?

Base : collectivités pensant que la baisse des dotations va avoir un impact sur leur politique RH (n=605) – PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES



DANS CE CONTEXTE, DES PERSPECTIVES DE RECRUTEMENTS LIMITÉES QUI SE CONCENTRENT SURTOUT DANS LES COMMUNES DE PLUS DE 20 000 HABITANTS

Question.

En 2017, envisagez-vous de recruter dans votre collectivité ? Base : ensemble (n=816)

VOLONTÉ de RECRUTEMENTS

Rappel 2015



Total OUI

23%
2015 : 17%

Communes de 20 000 hab et + 75%
Communes de 3500 à 20 000 hab 37%
Communes de moins de 3500 hab 16%
Régions 50%
Départements 73%
Communauté de communes 30%

TYPES D'EMPLOI POTENTIELLEMENT RECRUTÉS

Des collectivités partagées quant à l'idée de pérenniser les emplois aidés

Question.

Comptez-vous recruter... ?

Base : collectivités pensant recruter en 2017 (n=191) – PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES

Note : l'item 2015 « apprentis » a été réintégré dans l'item « emplois aidés » en 2016

100 agents et + 94%

79%



61%



2%



Des emplois permanents (titulaires ou non titulaires)

Des emplois aidés (contrat d'avenir, apprentis, CAE...)

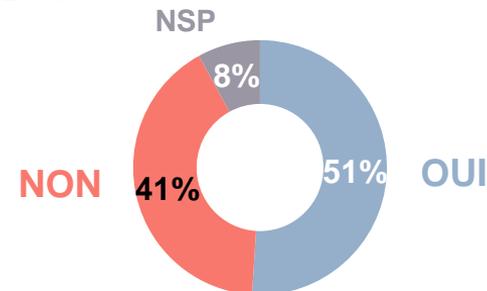
Autres

Question.

Et à terme, comptez-vous pérenniser le personnel recruté sur un emploi aidé ?

Base : collectivités pensant probablement recruter des emplois aidés en 2017 (n=117)

NOUVELLE QUESTION

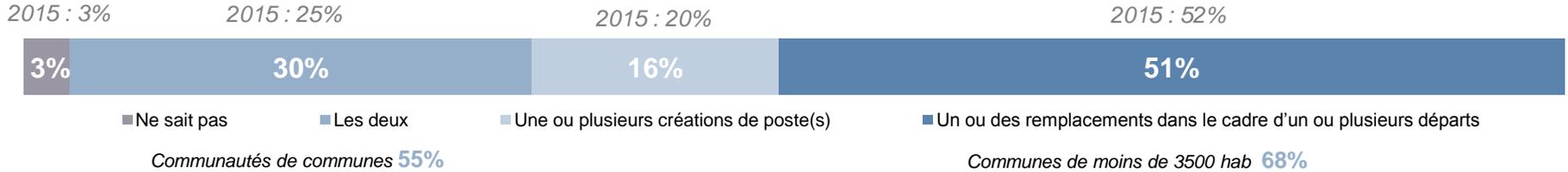


LE REMPLACEMENT DES DÉPARTS CONSTITUE TOUJOURS LA PREMIÈRE RAISON DU RECRUTEMENT

Question.

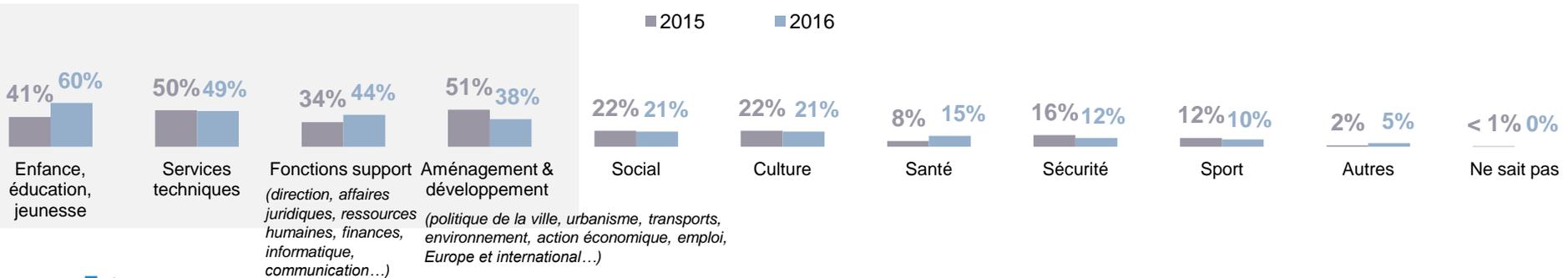
Ces recrutements (pour des emplois permanents ou des emplois aidés) vont-ils être consécutifs à...? Base : collectivités pensant recruter en 2017 (n=191)

RAISONS de RECRUTEMENTS



Enfance, éducation, jeunesse et fonctions supports, deux secteurs à l'honneur pour les intentions de création de poste en 2016

Question.
 Dans quel(s) champ(s) de politiques publiques cette (ou ces) création(s) de poste(s) va (vont)-t-elle(s) porter ?
 Base : collectivités pensant créer plusieurs postes en 2017 (n=87) – PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES



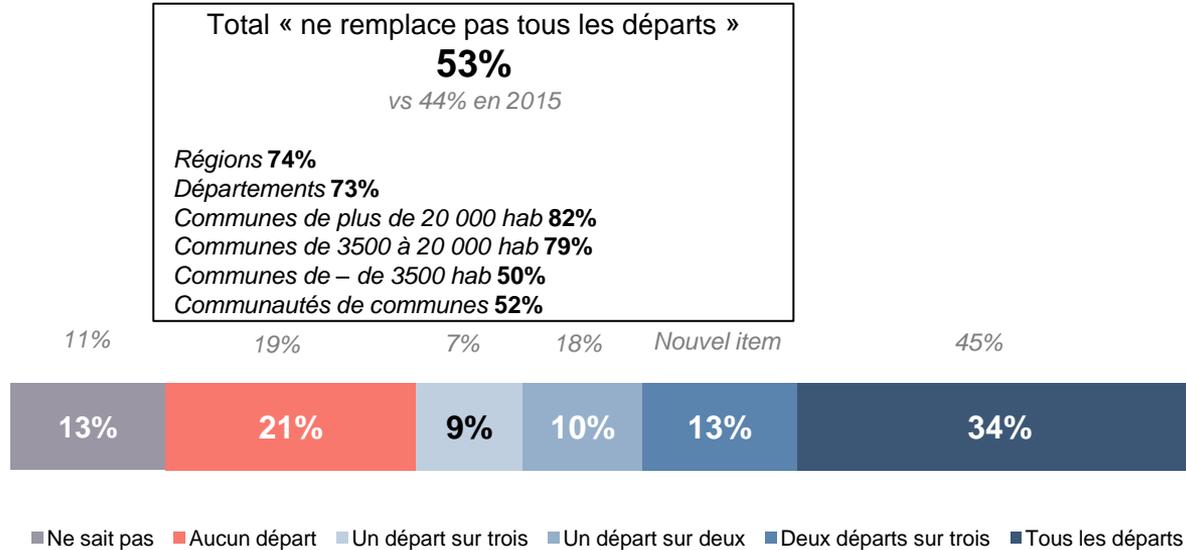
AU FINAL, PLUS DE LA MOITIÉ DES COLLECTIVITÉS ENVISAGENT DE NE PAS REMPLACER TOUS LES DÉPARTS PRÉVUS ET PRÈS D'UNE SUR CINQ DÉCLARE MÊME N'EN REMPLACER AUCUN

VOLONTÉ DE REMPLACEMENT DES DÉPARTS

Question.

A l'avenir, pensez-vous remplacer dans votre collectivité ou structure...?

Base : ensemble (n=816)



2

*RÉFORME TERRITORIALE, RÉORGANISATION,
GPEC*

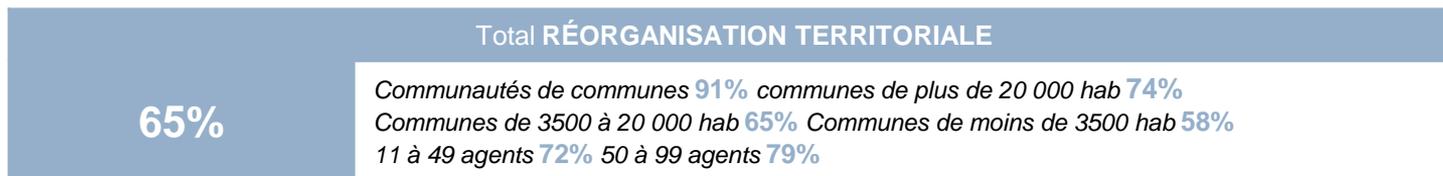
LA RÉORGANISATION TERRITORIALE CONCERNE PRÈS DES DEUX TIERS DES COLLECTIVITÉS ET LA QUASI-TOTALITÉ DES COMMUNAUTÉS DE COMMUNES

ENGAGEMENT DANS UNE RÉORGANISATION TERRITORIALE

Question.

Votre collectivité ou structure est-elle engagée dans une réorganisation territoriale ? Base : ensemble (n=816) – PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES

NOUVELLE QUESTION



Commune de 3500 à 20 000 habitants **54%**

41%



Mutualisation

Communauté de communes **73%**

38%



Fusion

Communauté de communes **35%**

24%



Intégration dans une nouvelle structure

9%



Changement de statut (métropole, agglomération)

8%



Commune nouvelle

Communes de – de 3500 **41%**

35%



Non

LA LOI NOTRe A EU UN IMPACT SUR LE PERSONNEL D'UNE COLLECTIVITÉ SUR QUATRE

Question.
Etes-vous concerné par un transfert de personnel du fait de l'application de la loi NOTRe ? Base : ensemble (n=816) NOUVELLE QUESTION



Différences significatives « OUI »

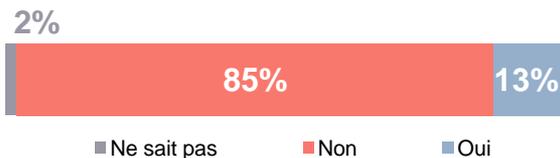
Régions **92%**
Départements **91%**
Communautés de communes **69%**
Communes de 20 000 hab et plus **46%**

DANS CE CONTEXTE DE RÉORGANISATION, LA GPEC CONCERNE PRINCIPALEMENT LES COMMUNES DE PLUS DE 20 000 HABITANTS ET LES GRANDES COLLECTIVITÉS DE 100 AGENTS ET PLUS

DÉMARCHE GPEC

Question.
Avez-vous engagé une démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) ?

Base : ensemble (n=816) NOUVELLE QUESTION



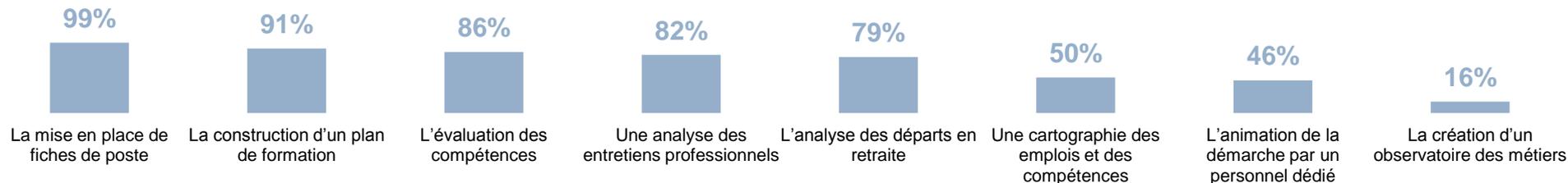
Différences significatives « OUI »

Régions 100%
Départements 91%
Communes de 20 000 hab et + 71%
100 agents et + 71%
Communes de 3500 à 20 000 hab 31%
Communes de - de 3500 hab 4%

OUTILS UTILISÉS POUR LA GPEC

Question.
Quels outils avez-vous développés dans le cadre de votre démarche de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) ?

Base : ayant engagé une démarche de GPEC (n=103) – PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES – NOUVELLE QUESTION



3

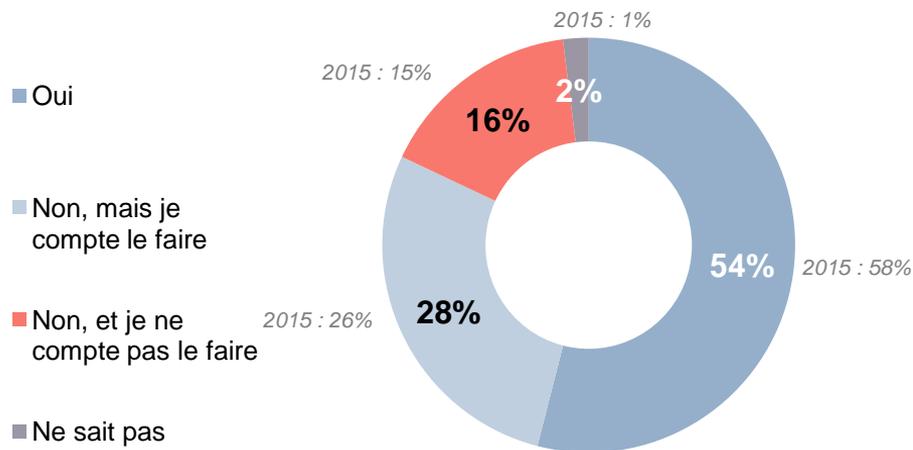
QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

PLUS DE LA MOITIÉ DES COLLECTIVITÉS ONT RÉALISÉ L'INVENTAIRE DES RISQUES PROFESSIONNELS DE LEURS AGENTS

INVENTAIRE DES RISQUES PROFESSIONNELS

Question.

Avez-vous réalisé l'inventaire des risques professionnels (document unique) auxquels vos agents sont exposés ? Base : ensemble (n=816)



Total OUI / compte le faire
82%
2015 : 84%

Total OUI

Communes de 20 000 hab et + **82%**
Communes de 3500 à 20 000 hab **79%**
Communes de - de 3500 hab **48%**

Départements **78%**
Régions **75%**
Communautés de communes **62%**

LA MÉDECINE PRÉVENTIVE RESTE LE PRINCIPAL SERVICE DU CENTRE DE GESTION UTILISÉ, LE CONSEIL EN ORGANISATION ET GESTION DES RH PROGRESSE FORTEMENT

SERVICES DE CENTRES DE GESTION UTILISÉS

Question.

Quels services facultatifs du centre de gestion utilisez-vous ? Base : ensemble (n=816) – PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES - NOUVEAUX ITEMS

**MÉDECINE
ET PRÉVENTION 81%** (2015 : 80%)

**ASSURANCE / PROTECTION
SOCIALE 60%** (2015 : 55%)

PRINCIPAUX SERVICES UTILISÉS



Mais aussi...

29% Convention de participation en matière de protection sociale (2015 : 31%)
 21% Archives (nouvel item 2016)
 20% Psychologue du travail, ergonomiste (2015 : 17%)
 17% Gestion des paies (2015 : 21%)
 16% Groupement de commande (nouvel item 2016)
 16% Action sociale (nouvel item 2016)
 7% Mise à disposition d'assistants sociaux (2015 : 10%)

2% Autres (2015 : 14%)

5% Aucun (2015 : 5%)

4

FOCUS SUR LA DÉMATÉRIALISATION

LA DÉMATÉRIALISATION SE GÉNÉRALISE DANS LES COLLECTIVITÉS...

POLITIQUE DE DÉMATÉRIALISATION

Question.

Avez-vous mis en place une politique de dématérialisation (exemple : en matière de finances, état civil, facturation, marchés publics, transmission des actes, etc.) dans votre collectivité ou structure ? Base : ensemble (n=816) NOUVELLE QUESTION



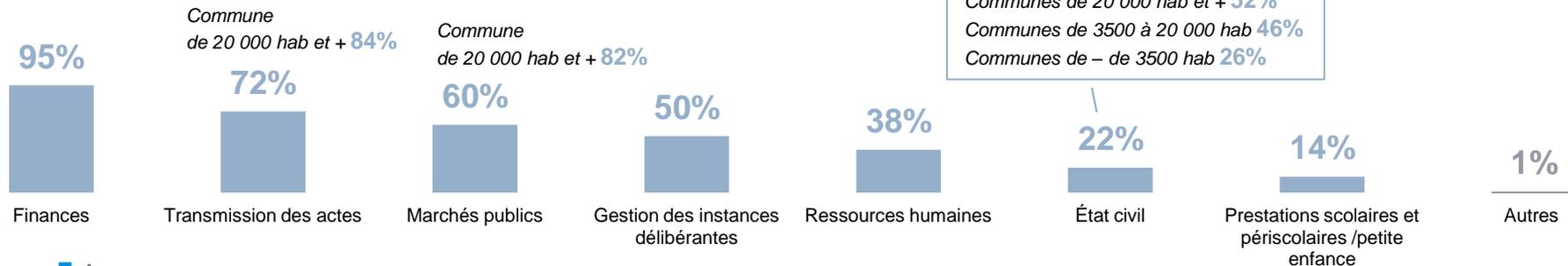
Différences significatives « OUI »

Régions 100%
 Départements 82%
 Communes de 20 000 hab et + 91%
 Communes de 3500 à 20 000 hab 92%
 Communautés de communes 89%
 Communes de - de 3500 hab 84%

Les finances et le secteur juridique : fers de lance de la dématérialisation

Question.

Plus précisément, dans quel(s) secteur(s) avez-vous mis en place une politique de dématérialisation ? Base : collectivités ayant mis en place une politique de dématérialisation (n=701) NOUVELLE QUESTION – PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES



...SANS EFFET NOTABLE SUR LA HAUSSE OU BAISSSE DES EFFECTIFS MÊME SI CE PROCESSUS EST POTENTIELLEMENT SOURCE DE RÉORGANISATION

IMPACT DE LA POLITIQUE DE DÉMATÉRIALISATION SUR LES EFFECTIFS

Question.

Cette politique de dématérialisation s'est-elle traduite au sein de votre collectivité ou structure par...? Base : collectivités ayant mis en place une politique de dématérialisation (n=701) NOUVELLE QUESTION



1% Une HAUSSE des effectifs



2% Une BAISSSE des effectifs

Communes de 20 000 hab et + 8%



97% SANS EFFET sur les effectifs

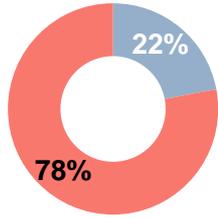
RÉORGANISATION LIÉE À LA DÉMATÉRIALISATION

IMPACT DE LA DÉMATÉRIALISATION SUR LA QUALITÉ DU SERVICE À LA POPULATION

Question.

Cette politique de dématérialisation vous a-t-elle conduit à réorganiser un ou plusieurs services de votre collectivité ou structure ?

Base : collectivités ayant mis en place une politique de dématérialisation (n=701) NOUVELLE QUESTION



■ Oui ■ Non ■ Ne sait pas

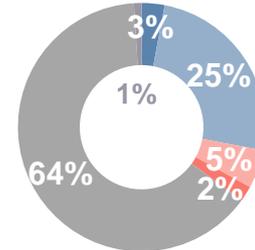
Différences significatives « oui »

Communes de 20 000 hab et + 58%
Communes de 3500 à 20 000 hab 31%
Communes de - de 3500 hab 16%

Régions 59%
Départements 44%
Communautés de communes 32%

Question.

Et avez-vous constaté un impact de cette politique de dématérialisation sur la qualité du service rendu à la population ? Base : collectivités ayant mis en place une politique de dématérialisation (n=701) NOUVELLE QUESTION



■ Un impact très positif ■ Un impact plutôt positif
■ Un impact plutôt négatif ■ Un impact très négatif
■ Aucun impact ■ Ne sait pas

28%

Total POSITIF

Communes de 20 000 hab et + 68%
Communes de 3500 à 20 000 hab 58%
Communes de - de 3500 hab 21%

Régions 59%
Départements 50%
Communautés de communes 37%

5

ACTUALITÉS DES POLITIQUES RH

LA RÉFORME « PPCR » DIVISE LES COLLECTIVITÉS SON COÛT EST PAR AILLEURS JUGÉ IMPORTANT PAR LA MAJORITÉ D'ENTRE ELLES

PERTINENCE DE LA RÉFORME

Total PAS PERTINENTE

Communes de 3500
à 20 000 hab **45%**
Communes de 20 000
hab et + **48%**

39%



37%

Total PERTINENTE

Communautés
de communes **50%**
Régions **59%**
Plus de 100 agents **52%**
Départements **65%**

■ Ne sait pas ■ Pas du tout pertinente ■ Pas vraiment pertinente
■ Plutôt pertinente ■ Tout à fait pertinente

Question.

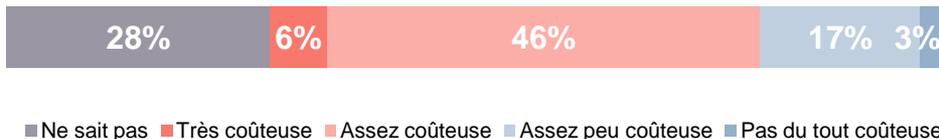
Comment appréhendez-vous la réforme statutaire appelée « parcours professionnels carrières et rémunération » - PPCR (transfert points/primes, reclassements indiciaires, disparition de l'avancement d'échelon minimum) ? Base : ensemble (n=816) NOUVELLE QUESTION

COÛT DE LA RÉFORME

Total COÛTEUSE

Régions **82%**
Départements **78%**
Communes de 3500
à 20 000 hab **69%**
Communes de 20 000
hab et + **68%**

52%



20%

Total PAS COÛTEUSE

Communautés
de communes **26%**

■ Ne sait pas ■ Très coûteuse ■ Assez coûteuse ■ Assez peu coûteuse ■ Pas du tout coûteuse

Question.

Et toujours par rapport à cette réforme statutaire (« parcours professionnels carrières et rémunération »), diriez-vous qu'elle est financièrement... ?

Base : ensemble (n=816) NOUVELLE QUESTION

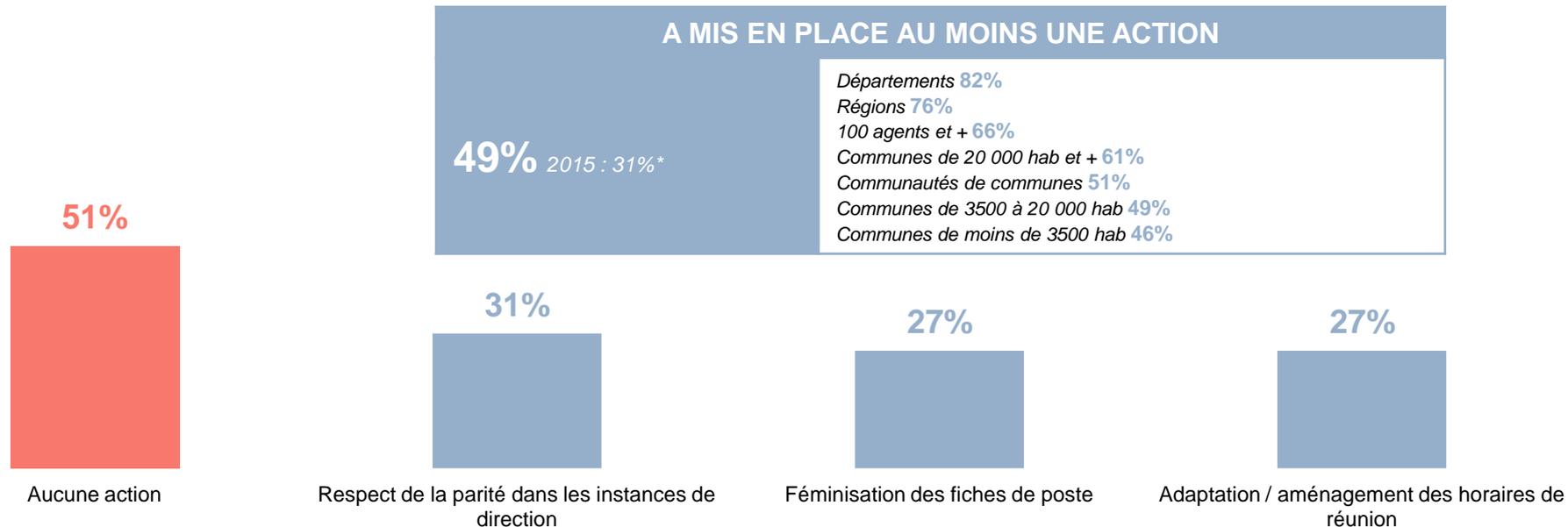
LES ACTIONS POUR L'ÉGALITÉ FEMMES / HOMMES PROGRESSENT EN 2016



ACTIONS MISES EN PLACE POUR FAVORISER L'ÉGALITÉ FEMMES / HOMMES

Question.

Quelles actions avez-vous mises en place pour favoriser l'égalité hommes/femmes ? Base : ensemble (n=816) – PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES



* % « oui » à la question 2015 « Avez-vous mis en place des actions pour favoriser l'égalité hommes/femmes ? »

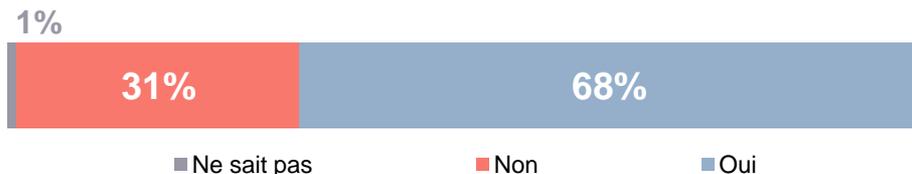
PLUS DES DEUX TIERS DES COLLECTIVITÉS DÉCLARENT TRAVAILLER SUR LA BASE DE 1607 HEURES EFFECTIVES ET POSSÉDER UN DOCUMENT RECENSANT LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE CONGÉS

DURÉE LÉGALE DE TEMPS DE TRAVAIL

Question.

Les agents de votre collectivité ou structure travaillent-ils sur la base de 1607 heures effectives (durée légale du travail à temps complet) sur une année ?

Base : ensemble (n=816) NOUVELLE QUESTION



Différences significatives « OUI »

Communautés de communes **93%**
Communes de 3500 à 20 000 hab **73%**
Communes de moins de 3500 hab **62%**
Commune de 20 000 hab et + **61%**
Régions **59%**
Départements **54%**

RECENSEMENT DU NOMBRE DE JOURS DE CONGÉS

Question.

Possédez-vous un document recensant le nombre total de jours de congés, autorisations d'absence, RTT, jours du maire, ?

Base : ensemble (n=816) NOUVELLE QUESTION



Différences significatives « OUI »

Départements **91%**
Communes de 20 000 hab et + **90%**
Communes de 3500 à 20 000 hab **87%**
Communautés de communes **86%**
Régions **82%**
Communes de moins de 3500 hab **63%**

Merci de votre attention

